



Pour publication immédiate : 18/09/2017

GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO

**LE GOUVERNEUR CUOMO ANNONCE DE NOUVELLES ACTIONS POUR  
PROTÉGER LES INFORMATIONS PERSONNELLES DES NEW-YORKAIS  
À LA SUITE DE LA VIOLATION DE SÉCURITÉ D'ÉQUIFAX**

***Le règlement proposé exige des agences de notation de crédit qu'elles respectent le règlement sur la cybersécurité de New York, inédit dans le pays***

***Le règlement donnerait au DFS la possibilité de surveiller les agences de notation de crédit pour la toute première fois***

***La Surintendante du DFS peut refuser ou révoquer l'autorisation des agences à faire des affaires avec les institutions financières régulées et les consommateurs de New York***

***Consultez le règlement proposé [ici](#)***

En réponse à la récente cyberattaque qui a exposé les données personnelles de près de 150 millions de consommateurs à l'échelle du pays, le Gouverneur Andrew M. Cuomo a ordonné au Département des services financiers (Department of Financial Services, DFS) d'émettre un nouveau règlement obligeant les agences d'évaluation des crédits à s'enregistrer à New York pour la première fois et à respecter les normes de cybersécurité de l'État, inédites dans le pays.

L'obligation d'évaluation annuelle confère également à la Surintendante du DFS l'autorité pour refuser et potentiellement révoquer l'autorisation d'une agence d'évaluation des crédits de consommation pour faire des affaires avec les institutions financières régulées et les consommateurs de New York s'il s'avère que l'agence ne respecte pas ces normes en s'adonnant à certaines pratiques interdites, notamment en se livrant à des pratiques déloyales, trompeuses ou abusives.

« Les antécédents en matière de crédit d'une personne affectent quasiment tous les aspects de sa vie, et nous ne resterons pas sans rien faire alors que les New-Yorkais demeurent sans protection contre les cyberattaques en raison d'une sécurité insuffisante », **a déclaré le Gouverneur Cuomo.** « La surveillance des agences d'évaluation des crédits permettra de s'assurer que les informations personnelles sont moins vulnérables aux cyberattaques et à d'autres actes néfastes dans ce monde

numérique à l'évolution rapide. La violation d'Equifax a servi de prise de conscience et, avec cette action, New York met la barre plus haut concernant les protections des consommateurs ; nous espérons que ces actions seront reproduites dans l'ensemble du pays. »

En vertu du règlement proposé, toutes les agences d'évaluation de crédit opérant à New York doivent s'enregistrer annuellement auprès du DFS à partir du ou avant le 1er février 2018, et avant le 1er février de chaque année consécutive pour l'année calendaire suivante. Le formulaire d'enregistrement doit mentionner les agents ou directeurs d'une agence qui seront chargés de la conformité avec les lois et règlements des services financiers, des banques et des assurances.

« La violation de données chez Equifax prouve la nécessité d'avoir un règlement d'État solide comme les actions de cybersécurité de New York, inédites dans le pays », **a déclaré la Surintendante des services financiers Maria T. Vullo.** « Il s'agit d'une action nécessaire parmi plusieurs autres que le DFS entreprendra pour protéger des criminels les marchés, les consommateurs et les informations sensibles de New York. »

La Surintendante du DFS peut refuser de renouveler l'enregistrement d'une agence d'évaluation des crédits si la Surintendante trouve que la candidate ou tout membre, chef, agent ou directeur de la candidate n'est pas digne de confiance et compétent pour agir en tant que ou en relation avec une agence d'évaluations des crédits, ou que l'agence suscite la révocation ou la suspension d'un tel enregistrement, ou n'a pas respecté toute norme minimale quelle qu'elle soit.

Le règlement proposé soumet également les agences d'évaluation des crédits à des examens par le DFS, aussi souvent que la Surintendante le juge nécessaire, et interdit aux agences d'entreprendre les actions suivantes :

- Employer directement ou indirectement tout stratagème, appareil, artifice pour escroquer ou induire en erreur un consommateur.
- Se livrer à des actes ou pratiques déloyaux, trompeurs ou abusifs à l'égard de tout consommateur ou représenter faussement ou omettre toute information matérielle liée au montage, à l'évaluation ou au maintien d'un rapport de crédit pour un consommateur domicilié dans l'État de New York.
- Se livrer à des actes ou pratiques déloyaux, trompeurs ou abusifs en violation de la section 1036 de la Loi Dodd-Frank (Dodd-Frank Wall Street Reform) et de la Loi sur la protection des consommateurs (Consumer Protection Act).
- Inclure des informations inexactes dans tout rapport de consommateur concernant un consommateur domicilié dans l'État de New York.
- Refuser de communiquer avec un représentant autorisé d'un consommateur domicilié dans l'État de New York qui produit une autorisation écrite signée par le consommateur, à condition que l'agence d'évaluation des crédits puisse adopter des procédures raisonnablement liées pour vérifier que le représentant est effectivement autorisé à agir pour le compte du consommateur.

- Faire une fausse déclaration ou omettre un fait matériel en relation avec toute information ou tout rapport déposé auprès d'une agence gouvernementale ou en relation avec toute enquête menée par la Surintendante ou une autre agence gouvernementale.

En outre, chaque agence d'évaluation des crédits doit respecter le règlement sur la cybersécurité du Département, sur le calendrier progressif de conformité, à partir du 4 avril 2018. Le règlement sur la cybersécurité du DFS exige des banques, assurances, entreprises et autres services financiers régulés par le DFS d'avoir un programme de cybersécurité conçu pour protéger les données personnelles des consommateurs : une politique ou des politiques écrite(s) approuvée(s) par le comité ou un cadre supérieur ; un agent en chef pour la sécurité de l'information (Chief Information Security Officer) pour aider à protéger les données et systèmes et des contrôles et plans en place pour permettre de garantir la sécurité et l'intégrité du secteur des services financiers de New York.

###

Des informations complémentaires sont disponibles à l'adresse [www.governor.ny.gov](http://www.governor.ny.gov)  
État de New York | Chambre Exécutive | [press.office@exec.ny.gov](mailto:press.office@exec.ny.gov) | 518.474.8418